


Le commissaire aux comptes face aux difficultés des entreprises : pratiques, outils et facteurs d'efficacité préventive

Dans le cadre d'un mémoire de fin d'études, cette recherche examine le rôle du commissaire aux comptes dans la détection et la prévention des difficultés des entreprises en France. Vos réponses sont strictement anonymes. Durée estimée : 10 à 12 minutes. Il est organisé en quatre blocs : votre profil professionnel, votre pratique de la détection des signaux, votre pratique du signalement et de la procédure d'alerte, et votre perception des facteurs d'efficacité du dispositif préventif français.

cgs.conseil@gmail.com [Changer de compte](#)

 Non partagé

 Brouillon enregistré

BLOC 1 – Profil du répondant

- commissariat aux comptes
- Expertise comptable

Effacer la sélection

Quel est votre niveau d'expérience professionnelle ?

- Junior
- Senior
- Manager
- Associé ou expérimenté

Effacer la sélection



Quelle est la taille principale des entités que vous auditez ou accompagnez ?

- TPE et très petites PME
- PME
- ETI
- Portefeuille mixte

Effacer la sélection

Avez-vous déjà été confronté à une situation de difficultés avérées chez une entité audité ou accompagnée ?

- Oui, plusieurs fois
- Oui, une ou deux fois
- Non, jamais
- Non, mais j'ai connaissance de tels cas dans mon environnement professionnel proche

Effacer la sélection



BLOC 2 – Détection des signaux de fragilisation : Signaux financiers

Pour chacun des signaux financiers ci-dessous, indiquez à quelle fréquence vous l'observez en amont d'une situation de difficulté avérée.

	1	2	3	4	5
Tensions récurrentes de trésorerie	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Allongement anormal des délais de paiement	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Capacité d'autofinancement insuffisante	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Incidents de paiement répétés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dégradation du BFR	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Capitaux propres devenus inférieurs à la moitié du capital social	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Absence ou irréalisme des documents prévisionnels	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Effacer la sélection



Signaux non financiers

	1	2	3	4	5
Résistance du dirigeant à fournir des informations ou des explications	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Retards récurrents dans la remise des documents comptables	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dégradation des relations bancaires	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Perte d'un client ou d'un contrat majeur	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Turnover inhabituel du management	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Conflits sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>

Effacer la sélection



Selon vous, à partir de combien de signaux convergents commencez-vous à considérer qu'il existe une menace réelle sur la continuité d'exploitation ?

- Un signal isolé suffit s'il est suffisamment grave
- Deux signaux convergents
- Trois ou plus
- Cela dépend entièrement du contexte

Effacer la sélection

Au cours de votre carrière, avez-vous déjà déclenché formellement la procédure d'alerte prévue par l'article L.234-1 du Code de commerce ou suggéré au dirigeant une procédure préventive ?

- Oui, plusieurs fois
- Oui, une fois
- Non, jamais, les situations se sont résolues en amont
- Non, jamais, pour d'autres raisons

Effacer la sélection

Jusqu'à quelle phase êtes-vous allé dans la procédure d'alerte ?

- Phase préalable – entretien informel avec le dirigeant uniquement
- Phase 1 – demande formelle d'explications au dirigeant
- Phase 2 – délibération de l'organe collégial ou de l'assemblée générale
- Phase 3 – information du président du tribunal de commerce
- Non applicable

Effacer la sélection



En moyenne, combien de temps s'écoule entre votre première identification de signaux préoccupants et le déclenchement formel de la procédure ?

- Moins d'un mois
- 1 à 3 mois
- 3 à 6 mois
- 6 à 12 mois
- Plus d'un an
- Non applicable

Effacer la sélection

Lorsque vous avez identifié des signaux préoccupants sans déclencher formellement la procédure d'alerte, quelles raisons vous y ont conduit ? (Plusieurs réponses possibles)

- La direction a fourni des explications jugées satisfaisantes
- Des plans d'actions concrets et crédibles ont été présentés
- L'entreprise a spontanément engagé une procédure amiable
- Incertitude sur le seuil de déclenchement
- Crainte de l'effet de prophétie auto-réalisatrice – risque d'aggraver la situation
- Absence de soutien institutionnel anticipé (gouvernance, créanciers)



Sur une échelle de 1 à 5, dans quelle mesure chacun des facteurs suivants influence-t-il votre propension à déclencher formellement la procédure d'alerte ou à recommander une procédure préventive ?

	1	2	3	4	5
Mon ancienneté sur ce dossier	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
La réceptivité personnelle du dirigeant aux signaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Le risque de prophétie auto-réalisatrice	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
Mon niveau d'expérience sectorielle sur ce client	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
La qualité et la fiabilité des documents fournis par la direction	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>
La présence d'une gouvernance interne active	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input checked="" type="radio"/>

Effacer la sélection



À quel moment intervenez-vous généralement auprès du dirigeant pour signaler vos préoccupations ?

- Dès les premiers signaux, entretien informel immédiat
- Après avoir accumulé plusieurs signaux convergents
- Uniquement lorsque les faits sont suffisamment caractérisés pour justifier formellement la procédure
- Je préfère engager un dialogue continu plutôt que des interventions ponctuelles

Effacer la sélection



Parmi les facteurs suivants, lesquels vous semblent les plus déterminants pour qu'un signal d'alerte se traduise en prévention efficace ?

	1er choix	2ème choix	3ème choix
Précocité de la détection	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Réceptivité et honnêteté du dirigeant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité de la gouvernance interne de l'entreprise	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Qualité du jugement professionnel et du scepticisme	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Accès à des documents prévisionnels fiables	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Engagement actif des créanciers principaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Coordination avec le tribunal de commerce	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Cadre légal et normatif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>



Selon vous, la procédure d'alerte du commissaire aux comptes telle qu'elle est actuellement conçue est :

- Suffisamment efficace dans la pratique
- Efficace en théorie mais sous-utilisée
- Peu efficace, ses seuils de déclenchement sont trop discrétionnaires
- Inadaptée à la réalité des PME

Effacer la sélection

Dans votre pratique, observez-vous une coordination suffisante entre le commissaire aux comptes et les autres acteurs du dispositif préventif (expert-comptable, tribunal de commerce, créanciers, administrateurs judiciaires) ?

- Oui, la coordination est généralement satisfaisante
- Coordination partielle – elle dépend des situations et des acteurs
- Non, chaque acteur intervient de manière isolée
- Non, et c'est selon moi l'une des principales limites du dispositif français

Effacer la sélection

Comment évalueriez-vous l'évolution récente du cadre français de prévention des difficultés ?

- Évolution positive qui a renforcé l'efficacité préventive
- Évolution insuffisante – les outils sont là mais la pratique reste tardive
- Évolution préjudiciable – la suppression de l'obligation d'audit pour les petites entreprises a réduit la couverture préventive
- Je n'ai pas une vision suffisamment claire de ces évolutions pour me prononcer

Effacer la sélection



Envoyer

[Effacer le formulaire](#)

Ce contenu n'est ni rédigé, ni cautionné par Google. - [Contacter le propriétaire du formulaire](#) - [Conditions d'utilisation](#) - [Règles de confidentialité](#)

Ce formulaire vous semble suspect ? [Signaler](#)

Google Forms



